



Association France Palestine Solidarité du Haut-Rhin

Guy Peterschmitt - Président
1, rue des oies
68000 COLMAR
Tel : 07 86 00 53 11

afps.haut.rhin@gmail.com

Face book : <https://www.facebook.com/AFPS68>



Réunion publique 02/12/14 Campagne internationale pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens

Introduction AFPS68 – Guy Peterschmitt

Avant d'introduire cette réunion, je veux souligner cet évènement exceptionnel qui vient de se produire à l'Assemblée Nationale cet après midi. 331 pour, 151 contre : près de 70% des députés se sont prononcé favorablement pour la reconnaissance de l'Etat Palestinien ! C'est une très grande avancée pour le peuple palestinien et qui ouvre de nouvelles perspectives pour le développement de la solidarité avec le peuple palestinien. Le peuple français à travers ses députés s'est prononcé sans ambiguïté. Il appartient maintenant au Président de la République de répondre à cette volonté du peuple français.

Il est difficile aujourd'hui de prendre la parole sans qu'une forte émotion nous étreigne tous devant les crimes de guerre, voire les crimes contre l'humanité commis par l'armée israélienne auxquels nous avons assisté cet été lors de l'agression contre la population de Gaza.

On parle beaucoup du terrible coût en vie humaine de cette agression israélienne : près de 2 200 morts dont plus de 80% de civils... Mais on ne parle pas assez des quelques 11 000 blessés, estropiés, amputés, brûlés, aveugles, paralysés, traumatisés qui porteront jusqu'à la fin de leur vie la marque de la sauvagerie de l'armée israélienne.... Et parmi eux plus de 4 000 enfants de moins de 18 ans !...

L'attaque a été globale contre l'ensemble du peuple palestinien : d'abord à Gaza bien sûr, mais également dans toute la Palestine. Plus de 3 000 palestiniens ont été arrêtés en Cis Jordanie, les manifestations de solidarité avec la population de Gaza y ont été durement réprimées par l'armée d'occupation, avec des tirs à balles réelles faisant plusieurs dizaines de morts. Et elle se poursuit aujourd'hui en particulier à Jérusalem Est...

Il faut ici saluer la résistance palestinienne dans son ensemble qui a mis en échec l'armée israélienne. L'Etat d'Israël avec son armée ultra moderne et sa capacité de feu dantesque, si elle a réussi à faire des dégâts monstrueux n'a pu remplir aucun de ses objectifs : ni faire plier la population, ni détruire l'unité palestinienne en voie de reconstruction, notamment au travers du gouvernement d'unité nationale qui a présidé avec toutes les composantes de la société palestinienne aux négociations de cesser-le feu.

Dans le monde entier des centaines de milliers d'hommes et de femmes se sont levés pour dénoncer la sauvagerie de l'armée israélienne à Gaza, mais pas seulement : aux mots d'ordre de levée du blocus de Gaza est aujourd'hui indissociablement lié le mot d'ordre de fin de l'occupation militaire en Cisjordanie comme à Gaza.

Même en Israël des manifestations contre la guerre se sont déroulées, dont plus de 10 000 manifestants à Tel Aviv (l'équivalent d'une manifestation de plus de 150 000 personnes à Paris) le 20 Août, démentant ainsi la propagande officielle prétendant que 80% de habitants d'Israël soutenaient le gouvernement... ce qui pourrait être le cas si l'on considérait que les 25% de non juifs en Israël ne seraient pas des citoyens israéliens !!!

Alors que la population de Gaza peine à penser ses plaies et que le blocus continue actuellement, on est bien obligé de constater l'échec total de l'opération lancée par le gouvernement d'extrême droite israélien. Israël a fait la preuve que quelles que soient la puissance de l'armée engagée, quelles que soient les exactions faite par cette armée, qu'il n'y a pas de solution militaire : l'occupation est illégitime, et tout ce qui en découle l'est également.

Il faut rappeler ici, que contrairement à ce que laissent entendre nos médias, si la Cisjordanie avec Jérusalem Est est occupée par l'armée israélienne, la bande de Gaza l'est également, avec présence des soldats israéliens dans les eaux territoriales palestiniennes, dans le ciel palestinien avec des avions de chasse et des drones et des zones d'accès interdit qui sont sou le feu direct de soldats israéliens.

Il faut également rappeler que la colonisation effrénée du territoire de la Cisjordanie, l'un des principaux obstacles à toute solution de paix n'est possible que parce grâce à l'occupation militaire.

Mais alors doit-on se demander, si la politique de l'Etat d'Israël est illégitime, si l'occupation de la Palestine est illégitime, comment est-il possible que cet Etat puisse depuis si longtemps bafouer le Droit International, les résolutions

de l'ONU jusqu'à commettre l'indicible qui de Sabra et Chatilla à Gaza doit être puni par le Tribunal Pénal International ?...

La réponse ne se trouve pas en Israël ! Elle se trouve on pourrait dire « Chez nous ». Car c'est l'impunité totale accordée à Israël par l'Etats Unis, le Royaume Uni, la France et l'Allemagne qui tue. C'est cette impunité accordée à l'Etat d'Israël dans le cadre du bal sordide des puissances qui autour des ressources énergétiques, travaillent à la recomposition du Moyen Orient qui permet au gouvernement israélien de mener sa politique d'occupation et d'agression contre le peuple palestinien.

Si nous citoyens, avons un devoir à accomplir, si vous, élus de la nation, au niveau local, régional national ou européen, vous avez des responsabilités à assumer, c'est dans cette lutte contre l'impunité accordée à l'Etat d'Israël.

C'est le sens de la campagne BDS :

- **B** : Le premier pas immédiat est le boycott citoyen. C'est évident.
- **D** : Mais il faut à partir de ce premier acquis développer notre action vers le désinvestissement en dénonçant les entreprises qui comme Véolia ou orange participent sur le plan économique à l'occupation militaire et la colonisation.
- **S** : Enfin, nous citoyens avec vous élus de la nation, nous devons exiger que de véritables sanctions soient appliquée contre l'Etat d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au Droit International. En particulier, l'accord de relation privilégiée entre l'UE et Israël doit être suspendu en application de son article 2 qui indique que s'une des deux parties ne respecte pas ses engagements (en particulier en ce qui concerne les Droits de l'Homme) cet accord peut être suspendu.

Nous avons une action de grande ampleur à mener ensemble sur ce terrain : au-delà des aides immédiates qui peuvent aujourd'hui contribuer à soulager la douleur, c'est cela la vraie solidarité que nous pouvons développer avec nos amis palestiniens. C'est cela qu'ils nous demandent de faire !

C'est également le sens de la campagne pour la reconnaissance de l'Etat palestinien, exigence formulée par de nombreux partis politiques à l'Assemblée Nationale en France : la France doit reconnaître immédiatement l'Etat palestinien, tel qu'il a été admis à l'ONU en 2012, dans les frontières de 1967 avec Jérusalem Est comme capitale.

La France ne doit rester en dehors de la marche du monde. 135 pays, représentant près de 90% de la population mondiale a déjà reconnu l'Etat palestinien dans les conditions du Droit International défini par les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il est temps que la France rejoigne la communauté des nations et cesse de se contenter du rôle de supplétif de la communauté des canons. La France est un grand pays. Sa position est influente. En procédant à la reconnaissance de l'Etat palestinien elle donnera un signe au gouvernement d'Israël que le temps de l'impunité est fini.

Au Conseil de Sécurité de l'ONU, la France a aujourd'hui une position clef : elle peut être le 9° pays qui se prononcera pour l'examen du projet de résolution proposé par l'OLP visant à mettre fin à, l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza dans un délai de trois ans maximum. Alors s'ouvrira la possibilité d'une abstention des Etats Unis évitant l'usage d'un veto qui provoquerait le rejet de ce projet de résolution. Nous demandons que la France soutienne l'initiative de l'OLP.

Le gouvernement français par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères Laurent Fabius propose une résolution visant à l'organisation d'une conférence internationale de la paix à Paris. Nous serions tenté de dire : chiche !... mais une telle initiative ne doit pas servir de prétexte au gouvernement pour ne pas prendre ses responsabilités. La reconnaissance de l'Etat palestinien par la France n'est pas de la compétence d'une telle conférence. La France est un Etat souverain dont l'action qui la concerne ne peut être commandée par d'autres. La reconnaissance de l'Etat palestinien est de la seule compétence du gouvernement français. Conditionner la reconnaissance de l'Etat palestinien aux résultats d'une telle conférence serait une nouvelle fois tergiverser sur le droit du peuple palestinien, sur le droit international, puisque l'Etat palestinien a été admis au sein de l'ONU. Ce serait encore une fois un signe donné au gouvernement d'extrême droite israélien que l'on n'est pas prêt à agir.

Enfin, il y a la question des prisonniers politiques palestiniens qui est l'objet de la conférence de ce soir dans le cadre de la campagne internationale pour la libération de Marwan Barghouti et tous les prisonniers politiques palestiniens. Marwan Barghouti que beaucoup nomment le Nelson Mandela palestiniens est député au parlement palestinien, emprisonné depuis plus de 15 ans comme 21 de ses collègues... dont 18 en détention administrative depuis des années.

La question des prisonniers politiques palestiniens est centrale : l'emprisonnement de palestiniens sous les prétextes les plus divers est un des piliers de l'occupation. Toutes les familles palestiniennes sont directement touchées... et les conditions de détentions violent toutes les conventions internationales de droit et humanitaires.

Pour en parler, nous avons l'immense honneur de recevoir aujourd'hui trois invités de marque :

- Quassam Barghouti, fils de Marwan, plusieurs fois emprisonné avec son père,
- Noha Ramshawi représentante de la mission de Palestine en France
- Francis Würtz, député honoraire du parlement européen dont tout le monde connaît l'immense action qu'il a eu au sein de ce parlement pour faire progresser la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

Leurs interventions seront suivies d'un débat.

Enfin, nous vous invitons à visiter le stand de l'AFPS, auprès duquel vous pourrez vous procurer un « kit de solidarité » vous donnant la possibilité de participer aux campagnes menées par l'AFPS :

- Pour le boycott des produits des colonies et l'interdiction de leur importation en Europe
- Envers l'entreprise Orange pour lui demander de se séparer de sa filiale israélienne « Partner » qui assure la téléphonie mobile dans les colonies
- Pour le parrainage des prisonniers politiques palestiniens, une campagne lancée avec Salah Hamouri à sa sortie de prison. Nous sommes déjà 2 800 parrains en France dont plus de 50 en Alsace. Nous vous invitons à rejoindre ce mouvement.

Et puis... comme chacun le sait l'organisation d'une telle manifestation engendre des frais. Une collecte au drapeau est organisée à la sortie de la salle. Nous vous remercions d'avance pour votre générosité.

N'oublions pas que chacun de nos gestes, des plus petits aux plus importants sont une contribution essentielle à la lutte pour la dignité et la libération du peuple palestinien. En agissant de la sorte face à la carence de nos gouvernements, nous citoyens en nous engageant dans ce mouvement, nous sommes ceux qui défendons l'honneur de notre pays et nos propres libertés.